

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SIMPLIFIÉ

(R) GRASSE_PALAIS DE JUSTICE

Catégorie opération 3

-
06130 GRASSE

TABLEAU DES REVISIONS

Indice	Date	Description
1	29/03/2023	Plan Général de coordination
2	09/05/2023	Plan Général de coordination (Version 2: DCE DEMOLITION / GROS-OEUVRE)

SOMMAIRE

TABEAU DES REVISIONS	2
0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....	5
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION	5
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....	7
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS	8
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	8
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	9
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	9
1.7 DIVERS.....	9
2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	10
2.1 PLANNING	10
2.2 NATURE DE SOL.....	10
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	10
2.4 AMIANTE.....	10
2.5 PLOMB	11
2.6 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	11
2.7 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE	12
2.8 DIVERS.....	13
3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR	14
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	14
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier	15
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier	15
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	16
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	16
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place	16
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles	18
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX	19
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER	19
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	20

3.5.1 Présence d'amiante	20
3.5.2 Présence de plomb	20
3.5.3 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)	21
3.5.4 Travaux divers	21
3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES.....	21
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS	22
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER.....	23
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ.....	25
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	26
4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	27
5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	28
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX	28
5.2 CANTONNEMENTS.....	28
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES	29
5.3.1 Mise en place bungalows	29
5.3.2 Cantonnement à étages.	29
5.3.3 Installation électrique.....	29
6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE	30
6.1 ORGANISATION.....	30
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	32
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé	33
6.2.2 Interdiction de fumer	33
7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	34
7.1 PPSPS	34
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE	34
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	34
8 Annexes	35
Panneau : En cas d'accident.....	35

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Eviter les risques.
- 2 – Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.

- 4 – Adapter le travail à l’homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.
- 5 – Tenir compte de l’état d’évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n’est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l’organisation du travail, les conditions de travail, l’influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

(R) GRASSE_PALAIS DE JUSTICE

-

06130 GRASSE



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

Description

L'opération est située à Grasse (06) au palais de justice et a pour objectif de démolir un distillatoire, de sécuriser la parcelle et de réaliser une construction légère de stockage.

Nombre de niveaux (infra et superstructure)

RDC

Nature de la couverture / toiture

Béton sur ossature métallique

Nature des façades

Béton

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Maître d'ouvrage	DRFIP PROVENCE ALPES COTE D AZUR 16 RUE BORDE - API 10234 13357 MARSEILLE CEDEX 20	TEL : 0673335935
Maître d'Oeuvre	CBIA 99 rue Floralia 13008 MARSEILLE	TEL : 04 91 76 80 45
Maître d'Oeuvre	CS INGENIERIE 23 Boulevard de la Marne 94210 LA VARENNE - SAINT MAUR	TEL : 09 61 34 63 39
Inspection du travail	CARSAT SE 455, promenade des Anglais – Le Phœnix- 06200 Nice	TEL : 0 821 10 13 13
OPPBTP	OPPBTP 1890 Chemin Saint Bernard 06220 VALLAURIS	TEL : 0491714848
CARSAT	DREETS 455, Promenade des Anglais Immeuble "Porte de l' Arénas" CS 43311 06206 NICE CEDEX	TEL : 04 93 72 76 54
Médecine du travail	APST BTP 06 (Assistante en Santé et Sécurité au Travail) 06155 Vallauris	TEL : 04.92.90.48.62

Voir liste des intervenants en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le [Non renseigné] pour une durée de 7 mois, y compris la période de préparation.

L'effectif prévisionnel sera de 4.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 3 au sens de l'article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Mode de dévolution des travaux : Lots séparés

Mode de passation des marchés : Public

1.5 PERSONNEL INTÉrimAIRE

L'emploi de personnel intérimaire est **STRICTEMENT INTERDIT** pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d'ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n'effectuera l'inspection commune avec l'entreprise qu'après avoir été averti de l'obtention de l'agrément.

Il ne pourra pas être fait appel à de la sous-traitance au-delà du deuxième rang.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu'exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

1.7 DIVERS

Sans objet.

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

G2 PRO réalisée par B.E.G.T. Études géotechniques Chemin des Vernèdes Espace Vernèdes 2 Nord 83480 PUGET SUR ARGENS contact.begt@gmail.com 04 94 40 08 29

Affaire : D230300283 G2 PRO

INDICE 2 du 28/04/2023

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

Les travaux ne pourront commencer sans l'établissement d'une DT (Déclaration de projet de Travaux) par le maître d'ouvrage auprès des concessionnaires répertoriés dans le Guichet Unique géré par INERIS (réseaux-et-canalisation.s.gouv.fr).

La DT sera complétée par la DICT (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux) établit par l'entreprise, auprès des concessionnaires.

Dans le cas d'incertitude sur la position des réseaux, le maître d'ouvrage lancera des investigations complémentaires réalisées par un prestataire agréé.

Réseaux impactés : A déterminer

Localisation des réseaux impactés : le maître d'ouvrage doit les faire repérer ou piqueter de manière efficace, pendant toute la durée des travaux.

2.4 AMIANTE

Numéro d'affaire : 10733119

Référence du rapport : 10733119/S3.2.2.R, réalisé par Bureau Véritas (SOPHIA ANTIPOLIS).

Rédigé le : 02/08/2021

Dans le cadre de la mission objet du présent pré-rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

(Liste non-exhaustive selon le rapport à consulter par l'entreprise)

- Mettre en place des moyens de protection collective.
- Mettre à disposition de leurs salariés des équipements de protection individuelle adaptés aux travaux à réaliser.
 - Respecter la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : 10 fibres/litre d'air/8h. Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :
 - Localisation :
 - Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

Lots concernés

Lot Désamiantage et déconstruction.

2.5 PLOMB

Rapport N° : 10733119, réalisé par Bureau Véritas (SOPHIA ANTIPOLIS).

Date d'intervention : 15/06/2021 & 22/07/2021

Date du rapport : 22/07/2021

Dans le cadre de la mission décrit en tête de rapport, il a été repéré des revêtements contenant du plomb à une concentration supérieure au seuil défini par le Code de la Santé Publique (1 mg/cm²)

Les matériaux concernés sont clairement indiqués dans le rapport.

(Liste non-exhaustive selon le rapport à consulter par l'entreprise)

Lots concernés

Tous les lots.

2.6 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

La présence d'engins, de véhicules routiers, de piétons nécessitera la mise en place de la clôture de chantier avant tout démarrage. La clôture existante pourra être utilisée si elle n'est pas déposée ou modifiée et dans le cas où elle reste en bon état sur son intégralité.

Un arrêté de circulation doit être demandé pour les engins et l'approvisionnement.

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
PIC (plan d'installation de chantier)	A définir par le Lot Gros-œuvre	A définir par le Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre
Clôture	A définir par le Lot Gros-œuvre	A définir selon PIC Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre
Portail et portillon	A définir par le Lot Gros-œuvre	A définir selon PIC Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
Dévolement voirie publique	A définir par le Lot Gros-œuvre	A définir selon PIC Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre
Signalisation	<p>Affichage panneau de chantier : L'entreprise réalise, installe, entretien et dépose le panneau de chantier réglementaire suivant le plan établi par le Maître oeuvre. Il est rappelé que ce panneau doit porter mention de toutes les entreprises et travailleurs indépendants appelés à intervenir sur le chantier y compris les sous-traitants de quelque rang que ce soit.</p> <p>Affichage PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE & CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC</p>	L'emplacement est défini en concertation avec le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage. Il doit toutefois être visible depuis le domaine public.	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre
Grue et engin de levage	A définir par le Lot Gros-œuvre	A définir selon PIC Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage et ou le Maître d'œuvre, pourront décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.7 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

Disposition générale

Un contrôle des personnes autorisées à accéder au chantier pourra être effectué au choix du maître d'Ouvrage et/ou du maître d'Œuvre.

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
-------------	--------	--------------------------------	--------------------------

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	A définir par le Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre
Accès secondaire	A définir par le Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	Carte BTP (voir chapitre 1.8)	L'ensemble des compagnons devra être détenteur de la carte conformément à la réglementation en vigueur	Le lot désamiantage est responsable pour l'ensemble de ses salariés
Liste du personnel	Tenue à jour, incluant les sous-traitances, les intérimaires et les détachements de personnel.	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage et ou le Maître d'œuvre pourront décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.8 DIVERS

A définir à l'avancement du chantier.

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

Seul le personnel appartenant aux entreprises titulaires de lot, et leurs sous-traitants agréés, est autorisé à pénétrer sur le chantier.

Leurs demandes d'agrément doivent être déposées auprès du Maître d'Œuvre, à l'attention du Maître d'Ouvrage, 15 jours au minimum avant le début d'intervention.

Une copie de l'acceptation est transmise au CSPS qui déclenche la visite d'inspection commune avec l'entreprise agréée. Après réception du PPSPS par le coordonnateur, au moins 8 jours avant l'intervention sur le chantier, cette entreprise est autorisée à travailler.

Les entreprises non agréées pourront se voir exclure du chantier jusqu'à régularisation de la situation.

Cas particulier "des travailleurs temporaires"

En plus des pièces précitées, les travailleurs temporaires doivent disposer de leur contrat de mise à disposition et avoir signé le livret d'accueil de l'entreprise lors de leur mise en place sur le chantier.

Cas particulier "des locatiers"

Au regard du code du travail, un artisan ou "locatier" (tracto pelle, pelle, grue mobile, trancheuse, camion, benne) intervenant directement dans l'acte de construire est considéré comme entreprise.

A ce titre, sa présence doit être portée à la connaissance du Maître d'Ouvrage et fera l'objet d'une procédure adaptée dite "simplifiée".

Personnel extérieur au chantier

Le personnel extérieur au chantier n'y est admis que s'il est accompagné d'une personne dûment mandatée dans le cadre du marché des travaux de l'opération et équipé des protections individuelles adaptées.

Entreprises extérieures intervenant pour le compte du Maître d'Ouvrage

S'il est prévu l'intervention d'une entreprise : de réseaux intervenant pour le compte d'un concessionnaire, cette entreprise interviendra en concomitance avec les entreprises du chantier. Elle ne sera cependant pas intégrée au compte prorata.

L'accès sera interdit en dehors des horaires de fonctionnement du chantier. En ce qui concerne les passages routiers et les diverses voiries périphériques au chantier, les entreprises devront laisser les voies libres lors des approvisionnements et évacuations de matériaux.

Dans tous les cas, l'entreprise devra refuser l'accès au chantier à toute personne étrangère à celui-ci, hormis les représentants du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre, du CSPS et autres conseils qui pourraient être désignés par le Maître d'Ouvrage pour pénétrer sur le chantier et le visiter.

Carte d'identification du BTP - Arrêté du 20 mars 2017

Cette nouvelle disposition est un rappel aux obligations, sachant que c'est la responsabilité des entreprises et non des Maître d'Ouvrage.

Les salariés des entreprises de bâtiment et TP sont porteurs de la nouvelle carte BTP obligatoire. (salariés détachés, intérimaires et CDD compris)

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	A définir par le Lot Gros-œuvre	A définir selon PIC Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre
Aire de livraison	Aire plane et aisément accessible, permettant d'éviter la répétition de manutentions manuelles lourdes	A définir selon PIC Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre
Aire de stationnement	Emplacements existants en extérieur en dehors l'enceinte du chantier.	A définir selon PIC Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	Reception des visiteurs et toute personne étrangère au chantier	A définir selon PIC Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre
Accès au cantonnement	Cheminement à pieds secs depuis l'entrée principale	A définir selon PIC Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre
Cheminement cantonnement/chantier	Cheminement à pieds secs depuis la sortie du cantonnement.	A définir selon PIC Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre
Séparation piétons/véhicules	A définir par le Lot Gros-œuvre	A définir selon PIC Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre
Cheminement sur chantier	Chemins d'accès aux différents postes de travail, stables et sécurisés, matérialisation par balisage physique	A définir selon PIC Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Signalisation	Signalisation des différents accès et cheminement par affichage simple et compréhensible de tous	A définir selon PIC Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre
Lift/ascenseur/monte-charge	A définir par le Lot Gros-œuvre	A définir selon PIC Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

Limitation des manutentions manuelles

Le déchargement et la manutention des divers éléments doivent s'effectuer dans les meilleures conditions pour éviter:

- Les longs déplacements horizontaux avec charge corporelle, du lieu d'approvisionnement au poste de travail
- Les risques de chutes pendant le transport manuel liés aux obstacles ou à la configuration des locaux

Afin de mieux répartir les approvisionnements, des plates-formes de dessertes sont aménagées près des aires de livraisons.

L'entreprise réalise l'étude d'adéquation des moyens de levage permettant l'approvisionnement cohérent:

- à chaque phase selon la configuration de l'emprise chantier
- à proximité des postes de travail

Sur l'aire des travaux, les entreprises veillent à emprunter des dispositifs individuels adaptés pour soulager et aider le travailleur à la mise en œuvre des matériaux

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareils commandement de manoeuvre
Grue à tour	A définir par le Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre
Grue automotrice	A définir par le Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre
Recettes à matériaux	A définir par le Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier :

Etude de site.

Contrôle avant mise en service.

Contrôle périodique.

Vérification du limiteur de survol en charge, en limite de chantier.

Vérification du système d'interférence entre plusieurs grues sur le chantier, qui seront numérotées.

Dans le cas de chantiers mitoyens, un système d'interférence sera mis en place entre les grues de chaque chantier ; la numérotation des grues se fera en continuité et non par chantier. Un anémomètre devra être installé sur chaque grue, avec liaison en cabine, et l'entreprise devra avoir un abonnement avec un service météorologique.

Grue automotrice

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier, le contrôle périodique de l'engin. L'anémomètre de l'engin devra être vérifié et en liaison avec la cabine.

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

Convention écrite précisant les limites de prestations et de responsabilité de chacun des entrepreneurs. Fourniture des appareils de levage à la charge de l'entreprise utilisatrice.

Un chef de manœuvre appartenant à l'entreprise utilisatrice, connaissant parfaitement les gestes conventionnels de guidage, est impérativement désigné.

Le grutier doit refuser de manutentionner toute charge mal arrimée ou mal élinguée.

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

Limitation des manutentions manuelles

Le déchargement et la manutention des divers éléments doivent s'effectuer dans les meilleures conditions pour éviter:

- Les longs déplacements horizontaux avec charge corporelle, du lieu d'approvisionnement au poste de travail
- Les risques de chutes pendant le transport manuel liés aux obstacles ou à la configuration des locaux

Afin de mieux répartir les approvisionnements, des plates-formes de dessertes sont aménagées près des aires de livraisons.

L'entreprise réalise l'étude d'adéquation des moyens de levage permettant l'approvisionnement cohérent:

- à chaque phase selon la configuration de l'emprise chantier
- à proximité des postes de travail

Sur l'aire des travaux, les entreprises veillent à emprunter des dispositifs individuels adaptés pour soulager et aider le travailleur à la mise en oeuvre des matériaux.

Grue, rappel :

- Implantation de la grue à tour selon le principe d'installation validé par le MOA, la MOex, et le Csps.
- Interdiction de survol de charge en dehors du chantier par limiteur de course du chariot obligatoire (Le survol des charges à manutentionner est strictement limité à l'emprise du chantier)
- Gestion électronique du crochet
- Aucun déchargement par grue à tour n'est autorisé en dehors de l'emprise du chantier.

Le Coordonnateur SPS propose à la maîtrise d'Ouvrage la solution suivante, restant à être validée au choix du MOA et MOE: Pour permettre l'approvisionnement des corps d'état secondaires, la mutualisation de la grue du Gros Oeuvre, durée du GO + 1 mois à minima (mise en place des recettes à matériaux, convention écrite précisant les limites de prestations et de responsabilités des entreprises, fourniture des appareils de levage à la charge de l'entreprise utilisatrice, un chef de manœuvre appartenant à l'entreprise utilisatrice, connaissant parfaitement les gestes conventionnels de guidage est impérativement désigné. Le grutier doit refuser de manutentionner toute charge mal arrimée ou mal élinguée).

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

Lot Gros-œuvre

Lot chargé de l'entretien

Lot Gros-œuvre

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Matériaux de chantier GO (banches, étais, ferrillages, etc.. liste non exhaustive)	Zone de stockage plane, stabilisée et facilement accessible selon PIC du lot GO Les matériaux devront être stockés conformément aux notices fabricant de chaque matériaux et en prenant en compte les différentes contraintes	A définir selon le PIC du lot GO - à répartir à proximité des postes de travail et à organiser à l'avancement. Validation de la zone de stockage par la MOE.	Ventilation naturelle de la zone (ou mécanique selon les FDS des matériaux stockés et/ou dans le cas d'un local clos)	Matérialisation par balisage périphérique ou barriérage de la zone

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

Chaque entreprise doit assurer de façon permanente le parfait état de son poste de travail autant intérieurement que extérieurement, pendant toute la durée du chantier.

Il est absolument interdit de brûler les déchets de quelque nature que ce soit.

Chaque entreprise évacuera directement ses déchets en décharge agréée quotidiennement.

Aucun stock de gravats ne sera toléré sur les planchers existants en supportant pas cette surcharge même momentanée.

L'entreprise aura incluse tous les frais de décharge ainsi que le transport des gravats par bennes ou camions

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	Répartis dans le chantier	Nettoyage quotidien	Tous les lots sont chargés du maintien en bon ordre et en bon état de propreté du chantier.	Tous les lots sont chargés du maintien en bon ordre et en bon état de propreté du chantier.
Bac	A définir selon PIC Lot Gros-œuvre	Mise en place dès la phase installation du chantier, en nombre et quantité suffisantes	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.

- Elimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le maître d'Ouvrage et/ou son représentant devront prendre les dispositions de nomination d'une entreprise qui prendra en charge l'entretien afin de maintenir pendant toute la durée des travaux. Dans le non-respect de cette obligation, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable, le Maître de l'Ouvrage ou le Maître d'oeuvre feraient faire ce nettoyage par une entreprise extérieure, aux frais et risques de l'entreprise responsable.

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Présence d'amiante

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.4.

Lots concernés

Lot désamiantage

Les entreprises doivent répondre aux préconisations du décret du 4 mai 2012 et à ses arrêtés d'application. Tout ouvrier salarié de l'entreprise, en CDI, doit être formé suivant les modalités de l'arrêté du 23 février 2012. Les déchets seront évacués du chantier, avec BSDA, et éliminés, soit par inertage, soit par enfouissement, en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux). En cas de découverte de matériau amianté non répertorié :

- Arrêt des travaux dans la zone.
- Sécurisation de la zone.
- Réalisation d'un diagnostic.
- En fonction du résultat, application ou non (dans le cas de diagnostic négatif) de la réglementation rappelée ci-dessus.

Durant les travaux, l'entreprise transmettra régulièrement au coordonnateur SPS, les mesures d'empoussièrement réalisées :

- Avant démarrage des travaux (point 0 ou état initial).
- Durant les travaux : mesures environnementales réalisées en dehors de la zone de travail et dans les locaux à proximité de celle-ci.
 - A la fin des travaux, après démantèlement complet de l'installation de désamiantage (mesure de fin de chantier amiante).
- Les résultats de toutes les mesures seront inférieurs à 5 fibres/litre d'air.

3.5.2 Présence de plomb

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.5.

Lots concernés

Tous les lots

Les ouvriers devront pouvoir bénéficier d'un suivi médical. Il est recommandé d'employer des salariés en CDI. Les déchets seront éliminés par enfouissement en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux), ou ISDI (Installation de Stockage de Déchets Inertes).

3.5.3 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

3.5.4 Travaux divers

Sans objet.

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Avec flamme ou à point chaud	A définir selon PIC Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Nature des protections collectives

Les entrepreneurs doivent intégrer dans leur méthode générale de construction, la protection définitive intégrée.

En cas d'impossibilité, les circulations et les postes de travail sont protégés par des protections collectives provisoires.

Le responsable de la protection contrôle fréquemment son état, et procède immédiatement à la remise en état le cas échéant.

Ces entreprises ont à leur charge, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, la fourniture, la mise en place et la maintenance des protections collectives et ce, pendant toute la durée de leur intervention, jusqu'à ce que les protections définitives soient mises en place ou que les zones de travaux ne soient plus considérées comme dangereuses ou pouvant engendrer des risques.

L'entreprise, qui pour son intervention, doit déplacer un dispositif collectif de sécurité, a l'obligation et la charge de la remplacer préalablement par un dispositif présentant un degré de protection au moins équivalent.

Au cas où un entrepreneur ne remettrait pas en place les dispositifs de sécurité, l'installateur a l'obligation de le faire après constat du Coordonnateur Sécurité et / ou du Maître d' Œuvre, aux frais de l'entrepreneur responsable.

Les dispositifs de sécurité mis en place par une entreprise pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection, etc...) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par elle-même.

La mutualisation des moyens de type échafaudage doit faire l'objet d'une convention selon la réglementation en vigueur et les recommandations R-408 de la CNAMTS.

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
-------------	------------------	--------------------------------	------------------------------

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Rive de plancher	Protection collective permettant la mise en oeuvre du châssis et de la protection définitive en toute sécurité	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre
Trémie petite dimension	Protection collective permettant la mise en oeuvre du châssis et de la protection définitive en toute sécurité	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre
Trémie grande dimension	Protection collective permettant la mise en oeuvre du châssis et de la protection définitive en toute sécurité	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre
Châssis en façade sur allège < 1m	Protection collective permettant la mise en oeuvre du châssis et de la protection définitive en toute sécurité	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre
Châssis en façade toute hauteur d'étage	Protections collectives compatibles avec la pose des protections définitives en toute sécurité	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre
Balcon	Protection collective permettant la mise en oeuvre du châssis et de la protection définitive en toute sécurité	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre
Périphérie toiture terrasse	Protection collective permettant la mise en oeuvre du châssis et de la protection définitive en toute sécurité	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur.

La mutualisation des moyens de type échafaudage doit faire l'objet d'une convention selon la réglementation en vigueur et les recommandations R-408 de la CNAMTS.

L'objectif visé consiste à mettre à disposition des corps d'état concernés pendant toute la durée du

chantier, des moyens communs de prévention de ces risques tels que :

- les dispositifs de protections collectives pour les travaux en hauteur
- les plates-formes de travail pour les travaux en hauteur et leurs accès
- les moyens de transport des personnes pour accéder aux ouvrages et à pied d'œuvre
- les moyens de transport, levage, manutention des matériels, matériaux et équipements techniques pour approvisionner dans les ouvrages et distribuer à pied d'œuvre
- les aménagements de circulation et les infrastructures pour les stockages et le stationnement
- les moyens d'évacuation des déchets produits durant le chantier

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
Echafaudage de pied	Selon Besoin du chantier	Lot Gros-œuvre	A déterminer	A déterminer	A déterminer

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le maître d'Ouvrage et/ou son représentant devront prendre les dispositions de nomination d'une entreprise qui prendra en charge l'installation et l'entretien des installations électriques pendant toute la durée des travaux.

Dans le non-respect de cette obligation, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable, le Maître de l'Ouvrage ou le Maître d'œuvre feraient faire le nécessaire par une entreprise extérieure, aux frais et risques de l'entreprise responsable.

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation principale	Selon PIC Lot Gros-œuvre	Dès le démarrage du chantier	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre
Armoire générale	Selon PIC Lot Gros-œuvre L'armoire principale doit notamment comporter les départs séparés pour : - réseau cantonnement - réseau alimentation des postes de travail	Dès démarrage du chantier	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre
Alimentation cantonnement	Selon PIC Lot Gros-œuvre	Dès mise en place des installations de chantier	Lot Gros-œuvre	Lot Désamiantage

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Armoires secondaires	<p>Chaque coffret comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4 prises de courant 2 x 10/16 + T 220 V - un bouton d'arrêt d'urgence <p>Ces coffrets sont fixés mécaniquement au mur (gaines techniques) ou aisément déplaçable sur pied au fur et à mesure de l'avancement des travaux.</p> <p>Il est installé au minimum un coffret par niveau par cage d'escalier, puis un coffret tous les 20 m dans les parties communes.</p> <p>Dans tous les cas, l'installation est suffisante pour éviter l'utilisation de cordons prolongateurs de plus de 25 mètres et les connexions en cascade.</p>	A mettre en place à l'avancement	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre
Eclairage poste de travail	L'éclairage des zones de travail reste à charge des entreprises (à partir des coffrets de prises). Il doit être adapté à la qualité du travail en cours et réparti aux différents postes de travail.	Mettre en place à l'avancement des travaux	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulation du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

Décalages d'intervention (travaux superposés, protections collectives) dispositions générales

L'organisation suivante est retenue :

- Installation de chantier : clôtures en tôle pleine de hauteur à minima de 2m incluant un portail véhicules permettant de rentrer clos et indépendant le chantier
- Protections collectives à la charge du Lot Gros Oeuvre pendant la durée du chantier

Liste de principales interfaces générant un co-activité simultanée, et/ou successive

- Protection provisoire des fouilles / Lot Terrassement et Lot GO
- Soutènement définitif / Lot GO et Lot Terrassement
- Précadres (le cas échéant) – fourniture / Lot Menuiserie Extérieure ou serrurerie et Lot GO
- Précadres (le cas échéant) – pose / Lot GO et Lot Menuiserie Extérieure ou serrurerie
- Etanchéité – protection enduit grillagé / Lot GO et Lot Etanchéité
- Raccordement DEP sur Entré d'eau Lot Plomberie Lot Etanchéité
- Raccordement DEP en pied de chute (1er regard compris) / Lot GO, VRD et Lot Plomberie
- Réseau sous dallage / Lot GO, VRD et Lot Plomberie
- Réseau en tranchées extérieures / Lot GO et VRD
- Réservations dans maçonnerie / Lot GO et VRD Sur demande des différents lots. Si demande faite hors délai, le lot concerné en aura la charge financière à régler au lot GO VRD
- Rebouchage des réservations / Lot demandant la réservation
- Bloc porte – fourniture / Lot Menuiserie Intérieure ou Serrurerie et Lot GO + Lot Cloison
- Bloc porte – pose / Lot GO ou Cloison et Lot Menuiserie Intérieure ou Serrurerie
- Organigramme, clé définitive / Lot Menuiserie Intérieure et Lot Menuiserie Intérieure / Serrurerie
- Boîte à colis – fourniture / Lot serrurerie
- Boîte à colis – pose et scellement / Lot GO et Serrurerie
- Douche à l'italienne / Lot Sol Dur réalise l'étanchéité liquide et le revêtement. Il incorpore le siphon/caniveau fourni par le plombier (Le plombier fourni le siphon/caniveau.)
- Ravoirage / Lot GO et Lot Elec / Plomberie
- Chauffage au sol / Lot Plomberie et Lot Revêtement dur
- Chape sur plancher chauffant / Lot Revêtement Dur et Lot Plomberie
- Alimentation électrique des organes CVC Lot Electricité et Sur demande du lot Plomberie CVC qui effectuera le raccordement
- Supportage d'équipements y compris scellements / Lot concerné a en charge la pose et fixations des supportage de son équipement
- Mise en services des équipements techniques / Commune au lot CVC et Electricité/Domotique

Dysfonctionnement ou dérapage du calendrier

En cas de dysfonctionnement ou dérapage du calendrier, la co-activité des entreprises doit être étudiée par le Maître d'oeuvre en accord avec le Coordonnateur Sécurité.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
---------	----------------	---------	--------------	--------------------------------

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Travaux superposés	Lot Gros-œuvre	D'une manière générale, des dispositions sont prises pour éviter tous travaux superposés. Dans le cas contraire, des dispositifs de protection collective de type platelages jointifs, bâches, filets micro maille, balisages, seront mis en place par l'entreprise exportatrice du risque.	Dispositifs de protection collective de type platelages jointifs, bâches, filets micro maille, balisages, etc.. liste non exhaustive	Entreprise exportatrice du risque

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

Les entrepreneurs doivent intégrer dans leur méthode générale de construction, la protection définitive intégrée. En cas d'impossibilité, les circulations et les postes de travail sont protégés par des protections collectives provisoires. Le responsable de la protection contrôle fréquemment son état, et procède immédiatement à la remise en état le cas échéant.

Ces entreprises ont à leur charge, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, la fourniture, la mise en place et la maintenance des protections collectives et ce, pendant toute la durée de leur intervention, jusqu'à ce que les protections définitives soient mises en place ou que les zones de travaux ne soient plus considérées comme dangereuses ou pouvant engendrer des risques.

L'entreprise, qui pour son intervention, doit déplacer un dispositif collectif de sécurité, a l'obligation et la charge de la remplacer préalablement par un dispositif présentant un degré de protection au moins équivalent.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Démolition	Lot Gros-œuvre	Démolition d'un bâtiment.	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre
Travaux en hauteur	Lot Gros-œuvre	Démolition d'un bâtiment.	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Accès au chantier	A définir par le Lot Gros-œuvre	Voie publique à proximité du chantier	A définir par le Lot Gros-œuvre	Tous les lots	Tous les lots
Environnement du chantier	A définir par le Lot Gros-œuvre	Voie publique à proximité du chantier	A définir par le Lot Gros-œuvre	Tous les lots	Lot Gros-œuvre
Interférence avec activité du site	A définir par le Lot Gros-œuvre	A voir avec administration	A définir par le Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

Sans objets.

5.2 CANTONNEMENTS

Disposition générale

Les cantonnements devront être réalisés suivant :

- décret du 6 janvier 1965 modifié le 6 mai 1995
- fiche OPPBTP, référence : H3 M 02 95 (dispositif à partir du 1^{er} janvier 1997)

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires	La capacité est limitée, de façon à garantir une surface au sol minimum de 1.25 m ² par personne		Chauffages, armoires vestiaires avec serrures ou cadenas Bancs, patères pour l'accrochage des vêtements humides Revêtement de sol facilement lessivable	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre
Réfectoire	La capacité est limitée, de façon à garantir une surface au sol minimum de 1.25 m ² par personne		Table et chaises en nombre suffisant. Chauffe-plats ou chauffe gamelles de capacité équivalente au nombre de places assises. Garde manger ou réfrigérateur.	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Sanitaires	Sanitaires aménagés de manière à ne dégager aucune odeur, équipés de chasse d'eau et pourvus de papier hygiénique, à raison d'un cabinet et d'un urinoir pour 20 hommes		Sanitaires existants Raccordement obligatoire au réseau existant	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre	Lot Gros-œuvre

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le maître d'Ouvrage et/ou son représentant devront prendre les dispositions de nomination d'une entreprise qui prendra en charge l'entretien afin de maintenir pendant toute la durée des travaux, toutes les dispositions générales du cantonnement.

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

Le lot installateur de la base vie aura à charge l'entretien en bon état de propreté et d'hygiène des installations jusqu'à la livraison du chantier.

5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

Existant.

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
Lot concerné	Lot installateur de la base vie	Par un organisme agréé, lors de leur mise en service et à chaque modification ou extension

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

6.1 ORGANISATION

Installation dès le début de l'opération dans un lieu signalé et accessible à tous, libre d'accès jusqu'à la fin des travaux, d'un téléphone à partir duquel il est possible, sans carte ni pièce, d'appeler les moyens de secours extérieurs.

La responsabilité générale de la protection du chantier pendant toute la durée des travaux incombe à l'entreprise Lot unique.

Le titulaire et/ou sa sous-traitance devra prendre toutes les mesures et moyens à mettre en œuvre pour assurer la sécurité et protéger la santé des intervenants sur le chantier, conformément aux textes et règlements en vigueur.

Il devra en outre, en liaison avec le coordonnateur SPS désigné par le maître d'ouvrage, appliquer les mesures de sécurité et de contrôle afférents et la mise en place et le maintien pendant toute la durée des travaux, de toutes les dispositions de protection et de santé des travailleurs conformément à la loi "sécurité santé" et ses annexes. Loi N° 93-1418 du 31/12/93, décret N° 94-1159 26/12/94 "opérations de bâtiment et génie civil en vue d'assurer et de protéger la santé des travailleurs.

Chaque chef d'entreprise est responsable de la parfaite information de ses salariés sur la localisation du poste.

Dans l'attente de la ligne raccordée au réseau, il est fait obligation de maintenir sur le chantier un téléphone mobile en état de marche.

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Téléphone d'urgence	Chaque entreprise aura au moins un membre de son personnel équipé d'un téléphone portable. Il conviendra de s'assurer que ceux-ci soient chargés tout au long de la journée.	Composer le 112 ou le 18	Panneaux d'affichage des bonnes procédures d'appel d'urgence dans la base de vie et visible de tous	Lot Gros-œuvre
Liaison avec les secours	Point de ralliement à l'entrée du chantier à définir sur le PIC du Lot Désamiantage			
Accès secours	Depuis l'entrée du chantier jusqu'à pied d'oeuvre	Un accès doit rester propre et dégagé pour laisser passer le véhicule de secours jusqu'à l'entrée du bâtiment.	Panneau affichage	Lot Gros-œuvre

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Point de rencontre	Point de ralliement à l'entrée du chantier à définir sur le PIC du Lot unique	En cas d'accident, après avoir contacté les secours, envoyer une personne au point de rencontre pour les guider.	Panneau affichage à mettre en place	Lot Gros-œuvre
Secouriste	La liste des Sauveteurs Secouristes du Travail (SST) avec leur numéro de téléphone respectif devra être affichée dans le bureau, la salle de réunion et la base vie des ouvriers.	Minimum 1 SST par tranches de 20 personnes sur chantier.	Les SST seront reconnaissables à leur casque, sur lequel le logo SST sera indiqué.	Lot Gros-œuvre
Trousse de secours	Une trousse de secours sera mise à disposition dans la base vie.	La trousse de secours doit contenir à minima : des compresses pour stopper les saignements ; des sparadraps pour fixer les pansements ; ; une paire de ciseaux pour la découpe des compresses ou des sparadraps ; des produits antiseptiques pour désinfecter les plaies ; ; une pince à échardes ; ; des pansements pour les petites plaies ; des mèches nasales pour stopper les saignements du nez ; des gants pour manipuler les matériels stériles ; des doses de sérum physiologique; une couverture de survie pour protéger la victime de la chaleur ou du froid.		Lot Gros-œuvre

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Extincteur cantonnement	Mettre en place des extincteurs adaptés aux différents risques dans les locaux affectés au personnel (réfectoire, vestiaire) Les extincteurs doivent être accessibles en permanence et doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement.	Les extincteurs ne doivent pas avoir dépassé la date de révision annuelle.	Signaler leur présence dans les locaux	Lot Gros-œuvre
Extincteur chantier	L'équipement de lutte contre l'incendie est à fournir par les entreprises sur les postes de travail particuliers (étanchéité, soudure, etc.). Les extincteurs doivent rester accessibles en permanence et doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement.	Ils ne doivent pas avoir dépassé la date de révision annuelle. Le matériel mis en place doit être adapté aux risques générés par les postes de travail ou zone de travail.	Emplacement à définir sur le PIC du Lot Désamiantage.	Lot Gros-œuvre

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Dispositions prises pour les travaux sur point chauds

Les outils et matériels, les matériaux et produits, dès lors qu'ils présentent un risque, devront être entreposés et protégés de telle sorte qu'ils n'engendrent pas de danger, ou s'il s'agit de produits de démolition, évacués le plus rapidement possible du chantier.

Le permis feu fait suite à un ordre de travail déterminé. Il s'applique à des travaux limités en temps et lieux. Il entraîne de prendre des précautions particulières à observer de la part de l'entrepreneur et le contrôle de leur application, et engage la responsabilité des signataires. Il a pour but de prévenir des risques d'incendie liés à l'utilisation de matériel dit "à point chaud" dans des endroits où il subsiste un risque de feu du fait de son emploi. Il concerne les travaux suivant :

- La soudure électrique
- La soudure au chalumeau
- Le découpage électrique
- Le découpage au chalumeau
- La lampe à souder
- L'outillage électrique

Le dégagement d'étincelles

Chaque entreprise devra mettre en place un moyen de première intervention contre l'incendie (extincteur adapté à la nature du risque toujours à proximité de la source de flammes).

Arrêt des travaux sur point chaud au minimum 2h avant le départ des travailleurs.

Le personnel utilisant un chalumeau sera qualifié et disposera d'un extincteur à proximité du poste de travail. Un nettoyage de la zone de travail sera systématiquement effectué après l'intervention.

Les feux à usages de chauffage, de cuisson et de destruction sont strictement interdits.

(Sites occupés : Il est formellement interdit d'utiliser du matériel présentant un danger d'incendie, et susceptible de générer un "point chaud" (flamme nue, arc, production d'étincelles, projection de matières incandescentes, ...), sans l'obtention préalable d'un Permis de feu à demander au Responsable de l'opération.

Stockage de produits dangereux

Le stockage des produits dangereux devra se faire dans un container ou un local fermé à clé avec, sur la porte de ce dernier un pictogramme indiquant la nature et le degré de dangerosité. Chaque produit dangereux sera stocké dans un bac de rétention. Les Fiches de Données de Sécurité (FDS) de chaque produit dangereux seront transmises au Coordonnateur SPS. Attention, certains produits dangereux ne peuvent pas être stockés dans le même local (voir FDS et annexe).

Dépôts de carburant

Les dépôts de carburant sont soumis à la réglementation en vigueur selon leur nature et leur importance. Un soin particulier est porté au conditionnement, afin d'éviter tout risque de pollution des sols. Prévoir l'approvisionnement de cuves à enveloppe double ou de bacs de rétention.

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

Sans objet.

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPS (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPS avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPS du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPS.

ANNEXES

(R) GRASSE_PALAIS DE JUSTICE

-
06130 GRASSE

Liste des annexes
1 - Panneau : En cas d'accident

8.1 Panneau : En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

18 **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

A: GRASSE
RUE :-

2

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 04.97.21.43.20 .